

## En France, la reprise est là, les fragilités demeurent

L'investissement des entreprises et des ménages a nettement accéléré au premier trimestre

**T** Le chiffre a valeur de symbole. En avril, les effectifs intérimaires ont crû de 9,1 % par rapport à la même période de l'année précédente, soit 50 000 personnes supplémentaires, selon le baromètre mensuel publié lundi 30 mai par Prism'emploi, la fédération du travail temporaire. C'est la plus forte progression depuis décembre 2015, se félicitent les professionnels.

*" On observe une continuité de la reprise dans le BTP - secteur sinistré depuis la crise - . Le bond de l'intérim chez les ouvriers qualifiés et les cadres et professions intermédiaires traduit la mise en place de projets dans les entreprises, et pas uniquement une accélération classique de la production ", se réjouit François Roux, délégué général de Prism'emploi. Toutefois, " il s'agit d'une croissance modérée des effectifs, à + 6,3 % en moyenne sur les quatre premiers mois de 2016. On est loin des reprises à deux chiffres des précédents cycles économiques, en 1997 et 2010 ", s'empresse-t-il de nuancer.*

Des voyants qui passent progressivement au vert et qui donnent des raisons d'espérer, mais ne parviennent pas à masquer de profondes faiblesses : c'est la tendance que suit, mois après mois, l'économie tricolore.

La salve d'indicateurs conjoncturels parus ces derniers jours l'atteste : l'embellie est bien là. Lundi 30 mai, l'Insee a révisé à la hausse la croissance du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre. Elle a atteint 0,6 % et non 0,5 % comme estimé précédemment. Il suffira d'une hausse de 0,25 % durant chacun des trois derniers trimestres de 2016 pour atteindre l'objectif de croissance annuelle de 1,5 % du gouvernement, désormais à portée de main.

Cette amélioration doit beaucoup au rebond plus franc de l'investissement des entreprises (+ 2,4 % contre + 1,6 % en première estimation). Mais aussi à l'investissement des ménages (c'est-à-dire les dépenses de logement), qui se remet enfin à augmenter après des années de crise (+ 0,3 %). Un signe encourageant quand on sait que le rebond de l'économie tricolore a longtemps été porté par la seule hausse de la consommation, sur fond d'un pouvoir d'achat dopé par l'inflation quasi nulle : elle a reculé de 0,1 % sur un an en mai, a annoncé l'Insee mardi 31 mai.

" Nous sommes plus réservés "

L'investissement, second étage de la fusée, restait atone. *" La hausse de l'investissement des entreprises s'explique par une accélération de la demande de la part de nos voisins européens, et par l'effet des politiques de relance du gouvernement (CICE, pacte de responsabilité, dispositif fiscal de suramortissement). Sur le logement, la politique de taux bas menée par la Banque centrale européenne joue à plein ",* explique Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Natixis AM.

Si l'on y ajoute le moral des ménages, ressorti vendredi 27 mai au plus haut depuis octobre 2007, et le recul

### LES EXPORTATIONS MARQUENT LE PAS

Les exportations françaises ne devraient croître que de 10 milliards d'euros en 2016, soit près de trois fois moins qu'en 2015 (27 milliards d'euros), selon l'enquête menée par l'assureur-crédit Euler Hermes auprès de 900 de ses clients exportateurs, et publiée mardi 31 mai. *" La France va mieux, sa compétitivité se redresse, mais l'export rapporte moins : la baisse du prix des matières premières s'est diffusée à tous les autres biens et la dépréciation des devises émergentes a renforcé cet effet prix négatif. En conséquence, le déficit commercial devrait se creuser pour s'établir à 55 milliards d'euros cette année - contre 45,7 milliards en 2015 - ",* indique Euler Hermes. Ce trou d'air serait de courte durée : dès 2017, les exportations françaises s'accroîtront de 34 milliards d'euros, avec une demande de plus en plus forte en provenance d'Europe, estime l'assureur-crédit.

[ - ] fermer

du chômage pour le deuxième mois de suite en avril – une première depuis le début du quinquennat de François Hollande – il semble tentant de souscrire au fameux " *ça va mieux* " lancé par le président de la République sur France 2 en avril.

" *La révision à la hausse du PIB est clairement une bonne surprise. La machine se remet en route* ", apprécie M. Waechter. " *A partir du moment où investissement et emploi s'améliorent, on peut commencer à parler de véritable redressement de l'activité* ", abonde Axelle Lacan, économiste à l'institut de conjoncture Cœ-Rexecode, proche du patronat.

" *Mais cette amélioration sera-t-elle pérenne ? Nous sommes plus réservés* ", ajoute Mme Lacan, pour qui " *un tiers de la croissance du premier trimestre est dû à des facteurs ponctuels* ". Et de citer l'effet météo, après un début d'hiver très doux, et le sursaut de consommation après la morosité post-attentats. Mais aussi " *le suspense sur la prolongation ou pas de la mesure de suramortissement - qui devait prendre fin le 15 avril et n'a été officiellement rallongée d'un an que le 8 avril - , qui a pu inciter les chefs d'entreprise à avancer certaines dépenses* " au premier trimestre. Le rebond du pétrole, qui frôle les 50 dollars, et la perspective d'une politique monétaire moins accommodante de la Banque centrale européenne (BCE) laissent également craindre un environnement moins favorable en 2017.

" Un grand scepticisme "

" *La reprise est là, mais elle reste décevante dans son ampleur* ", résume Eric Heyer, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Ainsi, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière n'atteint que 82,1 % en avril contre une moyenne de long terme de 84,5 %. " *Cela suggère qu'il n'y a pas de tension de l'appareil productif industriel, donc peu de raisons d'anticiper un rebond de l'investissement sur le long terme* " juge Axelle Lacan.

Les grèves et les blocages des dernières semaines ne devraient peser qu'à la marge sur la croissance tricolore : 0,1 point de PIB tout au plus, selon Cœ-Rexecode. Mais les points faibles structurels de l'économie française demeurent : un défaut persistant de compétitivité, un déficit budgétaire trop élevé, un chômage de masse qui perdure. A cet égard, le plan d'urgence pour l'emploi, annoncé en janvier par l'exécutif pour former 500 000 chômeurs, peine à convaincre. Notamment parce que les bénéficiaires, momentanément effacés de la catégorie des demandeurs d'emploi de catégorie A (sans aucune activité), devraient y réapparaître dès 2017. Cœ-Rexecode prévoit un taux de chômage de 9,8 % en 2017, après 9,7 % cette année. A l'OFCE, classé à gauche, les chercheurs anticipent un taux de 9,5 % fin 2016.

Surtout, alors que le climat social reste explosif pour le gouvernement, enlisé dans le conflit avec la CGT autour de la " loi travail ", l'éclaircie, pour réelle qu'elle soit, reste bien peu concrète pour la majorité des Français. " *Le pays est marqué par une croissance lente depuis trop longtemps, il est normal que ces chiffres se heurtent à un grand scepticisme* ", souligne M. Waechter. " *Si vous dites que "ça va mieux", c'est bien que vous venez d'être malade ! Nous n'en sommes qu'au début de la reprise, et la situation reste très dégradée. C'est comme si on passait de 40 à 39.5 de fièvre* ", conclut M. Heyer.

**Audrey Tonnelier**

© Le Monde

---

◀ **article précédent**

**Gothard, la Suisse voit le bout du tunnel...**

**article suivant** ▶

**Bpifrance veut faciliter l'accès...**